

20231214 Rue89 Lyon

<https://www.rue89lyon.fr/2023/12/14/hebergement-urgence-greve-lyon-trop-accepte-inacceptable/>

Hébergement d'urgence en grève à Lyon : « On a trop accepté l'inacceptable »

Jeudi 14 décembre, les professionnel·les de l'hébergement d'urgence sont en grève dans la métropole de Lyon, dénonçant le manque de places pour les sans-abri. Ils et elles décrivent un environnement de travail de plus en plus « inhumain ». Témoignages.

Édition abonnés

Marie Allenou



Lors d'une manifestation, lundi 17 octobre 2022, les militants de Jamais sans toit ont demandé à la préfecture de mettre à l'abri des enfants et leurs parents en hébergement d'urgence dans le Rhône. Photo : MA/Rue89Lyon

Chaque maraude est une goutte de trop pour Agathe. Cette travailleuse sociale est en grève en ce jeudi de décembre. Le vase a débordé depuis bien trop longtemps. Le dispositif d'hébergement d'urgence du Rhône est saturé, et elle n'a plus aucune solution à proposer aux sans-abri qu'elle rencontre dans la rue. Une situation qui s'est fortement dégradée depuis deux ans et la fin des ouvertures de places d'hébergement par l'État.

« Récemment, j'ai vu pour la première fois un bébé de 28 jours à la rue, relate Agathe. Il faut se rendre compte de ce que c'est un enfant de 28 jours, qui ne tient pas sa tête, encore fripé, pas vraiment fini... »

Professionnelle des maraudes depuis cinq ans, son travail consiste à orienter les personnes sans domicile et en grande précarité vers divers dispositifs et les aider à accéder à leurs droits. Ils seraient 14 000 dans la métropole de Lyon, 50% de plus qu'il y a 5 ans, selon le Collectif hébergement en danger.

« C'est vraiment usant d'être porte-parole d'un État qui ne respecte pas la loi »

Pour nombre de ces sans-abri, les années de vie dehors leur ont fait perdre espoir et toute capacité de se projeter. Auparavant, une nuit en hébergement, ou à l'hôpital, offrait un premier pas pour sortir la tête de l'eau. Plus maintenant. Les professionnel·les sont démunis·es.

« On leur dit qu'ils doivent attendre entre trois et cinq ans pour un hébergement. Ce n'est pas le président de la Métropole, ou la préfète, qui regardent les gens à la rue dans les yeux en leur disant qu'ils n'auront rien. C'est vraiment usant d'être porte-parole d'un État qui ne respecte pas la loi. Parfois, quand je regarde ce que je viens de faire, je me dis que j'ai trop accepté l'inacceptable. »

C'est en effet aux services de l'État, en l'occurrence la préfecture du Rhône, [d'héberger inconditionnellement](#) les personnes sans-abri « en situation de détresse médicale, psychique ou sociale ». Malgré l'augmentation du nombre de places d'hébergement d'urgence dans le Rhône entre 2020 et 2022, les portant à un peu plus de 7800, cette obligation n'est pas remplie dans le département. Après l'utilisation du 49.3 pour adopter le projet de loi de finances, l'État n'a pas accordé de moyens supplémentaires pour de nouvelles places en 2024.



Fabienne Buccio, préfète du Rhône, à la Maison engagée solidaire de l'alimentation à Lyon 8e. Photo : MA/Rue89Lyon

La préfète du Rhône, Fabienne Buccio, s'est également montrée peu favorable au renfort du dispositif d'hébergement. « Est-ce la bonne solution ? Si demain, nous ouvrons 500 places d'hébergement, dans quinze jours elles seront pleines et nous serons à nouveau dans la même situation », avait-elle plaidé en octobre 2023, se montrant plus favorable à la construction de logements, pour désengorger l'hébergement d'urgence. Car il faut parfois plusieurs années aux personnes hébergées pour être enfin réorientées vers un logement pérenne.

La prise de position de la préfète est décriée par le Collectif hébergement en danger. « Lorsque tous les indicateurs de production de logement sont à la baisse, lorsque le délai moyen d'obtention d'un logement social est de plus de deux ans dans le Rhône, cette réponse est en déconnexion totale avec la réalité et l'urgence à agir », balaie-t-il.

Lire aussi sur Rue89Lyon

[Sans-abrisme : l'inflexibilité de la préfète du Rhône braque ses partenaires](#)

[Après les crues du Rhône, la détresse des sans-abri au bord du fleuve](#)

[Derrière la Fête des Lumières, 331 enfants sans-abri dans la métropole de Lyon](#)

Les professionnel·les de l'hébergement d'urgence n'acceptent plus de « trier » les sans-abri

« C'est comme si nous étions des professionnels en milieu hospitalier et que nous n'avions pas de médicaments ni de seringues. Tant qu'il n'y a pas de places supplémentaires créées, ni

de logements, on est impuissants », métaphorise Sarah (prénom modifié), assistante sociale depuis neuf ans en centre d'hébergement d'urgence. À côté de cela, elle effectue des permanences téléphoniques pour renseigner les personnes et les orienter vers des dispositifs d'hébergement.

C'est la partie la plus difficile de son métier. « Il faut trier les gens selon des critères de vulnérabilité », résume la travailleuse sociale. « Quand je suis arrivée à Lyon, en 2015, on m'a dit que la vulnérabilité c'était les enfants de manière générale, puis les enfants de moins de trois ans, puis un an, puis un mois. Où est la limite ? » s'indigne-t-elle.



À Vénissieux, près de Lyon, neuf enfants sans toit ont trouvé refuge au pied des tours des Minguettes. Photo : PL/Rue89Lyon.

La situation est tellement pesante que nombre de travailleurs et travailleuses sociales quittent la profession. Parfois même au bout d'une seule année d'exercice. « Cette violence n'est plus supportable ni acceptable pour les professionnels », analyse Lou, assistante sociale. En dix ans d'exercice, c'est la première fois qu'elle sent que son métier la « met à mal ». Dans le centre d'hébergement où elle officie, elle accompagne surtout des familles, et est témoin des stigmates que la rue laisse.

« Leur santé se dégrade énormément. En plus de tout ce qui est lié au traumatisme de la rue ou de l'exil pour les personnes étrangères, on a beaucoup de problèmes bucco-dentaires. La santé des femmes est une catastrophe, parce que ce n'est pas forcément leur priorité à la rue ou dans un squat. Des personnes ont 50 ans et en font 70... etc », énumère l'assistante sociale.

Pour dénoncer cette misère qu'elles constatent et qu'elles n'arrivent plus à accompagner, Sarah, Lou et Agathe n'ont trouvé que la grève. Leur mobilisation vise à obtenir 2000 places d'hébergement d'urgence supplémentaires dans le Rhône d'ici Noël.

« En tant que professionnelle, il faut souvent tenir une posture et se taire. Je crois que cette grève va me faire du bien, pour avoir un endroit où crier ma colère », soutient Agathe, qui avait déjà suivi un [mouvement similaire](#) en 2019. Jeudi 14 décembre, elle manifesterà dès 14 heures entre la Préfecture et la Métropole (Lyon 3e), pour espérer se faire entendre.